

# Le Brésil de Bolsonaro : le grand bond en arrière

Points de vue du Sud



TRIMESTRIEL, 2<sup>e</sup> TR. 2020

# Alternatives Sud

---

## Fondateur

François Houtart

---

## Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douxchamps,  
Chloé Dusaussay, Bernard Duterme (directeur), Liliane Kabugubugu,

Aurélié Leroy, Cédric Leterme, Carlos Mendoza,

François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbecq

Centre Tricontinental-Cetri

Avenue Sainte Gertrude, 5

B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél. : 32 (0) 10-48-95-60

[duterme@cetri.be](mailto:duterme@cetri.be) / [cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be) / [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

---

## Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borrás (Philippines), Suzy Castor (Haïti),  
Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard Gentle  
(Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado (Guatemala),  
Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander (Venezuela),  
Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader (Brésil),  
Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger),  
Antonio Tujan (Philippines)

---

## Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

---

## Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

---

## Illustration de couverture

Pablo Albarenga Mídia NINJA, São Paulo 2018

**Alternatives Sud**

Volume 27-2020 / 2

**Le Brésil de Bolsonaro:  
le grand bond en arrière**  
Points de vue du Sud

---

## **Abonnement annuel à *Alternatives Sud***

**4 numéros : 50 euros**

- Par virement au compte du Centre tricontinental :  
IBAN BE23 0001 3060 0291 – BIC = BPOTBEB1
  - Par carte de crédit, via [cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be), +32 10 489560 ou sur [www.cetri.be](http://www.cetri.be).
- 

© 2020, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse  
ISBN : 978-2-84950-846-6 (papier)

Éditions Syllepse  
69 rue des Rigoles  
F-75020 Paris (France)  
[edition@syllepse.net](mailto:edition@syllepse.net)

Centre Tricontinental  
Avenue Sainte Gertrude 5  
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)  
[cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be)

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,  
Avenue Sainte Gertrude 5,  
B-1348, Louvain-la-Neuve

# Sommaire

## Éditorial

---

7. Bolsonaro, président : ressorts et conséquences d'une révolte à rebours  
*Laurent Delcourt*

## Points de vue du Sud

---

### ***Crise de la démocratie et réveil de l'extrême droite***

---

31. La politique, le marché et la morale selon l'extrême droite brésilienne  
*Esther Solano Gallego*
45. La nouvelle droite et la crise de la démocratie brésilienne  
*Luís Felipe Miguel*
59. Illusions du « jamais plus », divisions du camp démocratique et victoire de Bolsonaro  
*Armelle Enders*

### ***Le bolsonarisme en actes***

---

75. Ferments et fourvoiements du « bolsonarisme »  
*Fabício H. Chagas-Bastos*
89. Le projet économique de Bolsonaro : durcissement ultralibéral  
*Rosa Maria Marques*
101. Bolsonaro ou le gouvernement de la peur et de la violence  
*Edson Teles*
117. Le gouvernement Bolsonaro et la question agraire  
*Bernardo Mançano Fernandes*
125. Bolsonaro contre tous : la politique extérieure du Brésil  
*Alejandro Frenkel*

### ***L'avenir incertain de la gauche***

---

143. Mouvements sociaux et restructuration du camp progressiste au Brésil  
*Marcelo Kunrath Silva*
159. Que faire maintenant, Brésil ?  
*Boaventura de Sousa Santos*

## 165. Index

---

## 167. Liste des ***Alternatives Sud*** parus

---



## Éditorial

# Bolsonaro, président : ressorts et conséquences d'une révolte à rebours

Laurent Delcourt<sup>1</sup>

**L'arrivée de Bolsonaro à la présidence du Brésil n'est pas le résultat d'un simple concours de circonstances. Elle traduit aussi l'offensive des élites brésiliennes contre les avancées sociales et démocratiques réalisées par le pays depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle. Face à cette entreprise de destruction de l'héritage « luliste », la gauche, divisée, peine à trouver la parade. Tandis que la gestion bolsonariste de la pandémie Covid-19 assombrit plus encore les perspectives.**

*« Le Brésil, dernier pays à avoir mis fin à l'esclavage, a hérité d'une perversité intrinsèque, qui rend notre classe dominante maladivement inégalitaire, pleine de mépris »*  
(Darcy Ribeiro, 1922-1997).

*« Le Brésil, éternel pays du futur, croyait à la fin de la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle qu'il avait enfin atteint le présent. C'est alors qu'il se découvrit empêtré dans le passé »*  
(Eliane Brum, 2019).

Le 28 octobre 2018, en soirée, une foule en délire envahit l'artère qui longe la plage de Barra da Tijuca, quartier huppé de la zone Ouest de Rio de Janeiro. Parée des couleurs nationales, elle est

---

1. Historien et sociologue, chargé d'étude au CETRI - Centre tricontinental, coordinateur entre autres de l'ouvrage collectif *Le Brésil de Lula : un bilan contrasté* (Syllepse, 2010).

venue célébrer la victoire de son champion, Jair Messias Bolsonaro, qu'elle acclame aux cris de « *Mito* », le mythe. Tranchant avec l'euphorie de cette marée jaune-vert, pour la majorité des observateurs internationaux, c'est la stupeur. Figure de proue de l'extrême droite, l'ex-militaire est connu pour ses violentes charges contre les minorités (communauté LGBT, indigènes, afrodescendants, etc.), son mépris pour les droits humains et son dédain pour les questions environnementales.

À la tête d'une coalition hétéroclite de représentants du secteur industriel et financier, de propriétaires terriens, de pasteurs évangéliques, de patrons de médias, de militaires et d'une fraction du pouvoir judiciaire, il promet de « nettoyer » le Brésil de ses « bandits rouges ». Et il entend bien mettre en œuvre son agenda rétrograde et autoritaire. Le séisme politique est d'une ampleur inédite dans ce pays de 210 millions d'habitants. Malmenée depuis des années et en crise, la démocratie brésilienne, tant vantée comme un modèle de réussite durant la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle, vient d'accoucher d'une présidence qui en est sa négation même.

« *Chaque jour, écrit le philosophe brésilien Vladimir Safatle, le monde est consterné de voir le Brésil – l'une des dix plus grandes économies du monde – sous la coupe d'un gouvernement dont le militarisme, la brutalité, la violence contre des groupes vulnérables, le mépris pour l'environnement nous rappellent certaines caractéristiques majeures des régimes fascistes. Nous connaissons tous le poids d'un tel qualificatif et il ne s'agit pas de l'utiliser de manière irresponsable. S'il est de plus en plus présent dans l'esprit d'une partie importante de la population brésilienne, ce n'est pas par laisser-aller rhétorique [...]. C'est parce que ce mot désigne l'horizon possible d'un processus qui ne fait que commencer. Bien sûr, personne ne s'attend au retour exact des modèles totalitaires des années trente. Mais quelque chose de fondamental dans leur logique est bel et bien en cours d'adaptation aux réalités politico-économiques actuelles* » (*Le Monde*, 2 septembre 2019).

Comment en est-on arrivé là ? Comment et pourquoi, un médiocre parlementaire d'extrême droite, nostalgique de la dictature militaire, ouvertement raciste, misogyne et homophobe a-t-il pu se hisser à la tête du plus grand pays d'Amérique latine ? Qu'exprime ce choix politique ? Et quelles sont les implications pour le Brésil de ce virage à droite ? Ce numéro d'*Alternatives Sud* ambitionne d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions. Il se veut le



prolongement d'une réflexion sur le devenir du pays entamée voici une décennie avec l'ouvrage collectif *Le Brésil de Lula: un bilan contrasté* (2010).

## L'enlèvement

---

Début 2011. Après un cycle ininterrompu de croissance économique et de développement social, le Brésil paraissait avoir enfin surmonté son « *héritage maudit* » (*ibid.*). Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, la croissance avait franchi la barre des 7,5 %. Le taux de chômage avait atteint un niveau historiquement bas (5,3 %). La participation du travail au revenu national avait augmenté de 14 % par rapport à 2004. Trente millions de personnes étaient sorties de la pauvreté entre 2003 et 2010. Dix millions de plus avaient rejoint les classes moyennes. Et l'immense majorité des travailleurs avait désormais accès à des prérogatives (biens et services) autrefois vécues comme des privilèges réservés à l'élite: traitements dentaires, accès au crédit et à l'université, voyages en avion, etc.

D'aucuns pensaient alors que Lula<sup>2</sup> avait résolu la quadrature du cercle: il avait réussi à intégrer les masses, en évitant la confrontation directe avec les secteurs dominants (Singer, 2018). Son héritière, Dilma Rousseff, elle aussi en était convaincue. Dans son discours inaugural devant le Congrès, la première femme à prendre les commandes du pays ne cachait pas son optimisme.

*« Nous vivons une des meilleures périodes de la vie nationale: des millions d'emplois ont été créés; notre indice de croissance a plus que doublé, nous avons mis fin à une longue période de dépendance vis-à-vis du Fonds monétaire international, et nous avons surmonté notre dette externe. Surtout, nous avons réduit notre dette sociale historique, en faisant sortir des millions de Brésiliens de la tragédie de la misère et aidé d'autres millions à entrer dans la classe moyenne [...]. Nous pouvons être une des nations les plus développées et les moins inégalitaires du monde – un pays de classe moyenne solide et entreprenante. Une démocratie vibrante et moderne, pleine de compromis sociaux, de liberté politique et de créativité. »* Pour elle comme pour de nombreux observateurs de la vie politique brésilienne, l'avenir du pays s'annonçait des plus radieux.

---

2. Luis Inácio Lula da Silva, ex-syndicaliste, fondateur du Parti des travailleurs (PT), président du Brésil de 2003 à 2011.

Puis, tout a basculé. Au printemps 2013, le pays est le théâtre d'un mouvement de contestation sans précédent qui fait descendre des centaines de milliers de jeunes Brésiliens dans la rue. Pêle-mêle, les manifestants dénoncent la hausse des tarifs de transport, la flambée du prix du logement, les dépenses excessives consenties par le pays pour organiser la Coupe du monde (2014), réclament de meilleurs services publics et dénoncent la corruption. Fin juin, le mouvement s'essouffle. Mais la popularité de Dilma Rousseff s'effondre passant en quelques semaines de 65 % à 30 % seulement d'opinion favorable. Puissant révélateur des failles du modèle de développement « luliste » (de Lula), ces journées de juin sont alors aussi annonciatrices d'une débâcle à venir (Singer, 2018 ; Chirio 2019 ; Safatle, 2019).

Déjà, l'économie brésilienne montre des signes de ralentissement. L'année suivante, elle entre en récession. Les revenus d'exportation chutent brusquement en raison de la baisse des cours internationaux des matières premières, la dette se creuse, la tendance à la désindustrialisation et à la « reprimarisation » de l'économie, observée depuis longtemps déjà, se précise et la croissance plonge. Entre 2013 et 2015, elle passe de 3 % à - 1,1 %. Dans la foulée, le chômage repart à la hausse pour atteindre, en 2015, 11 % de la population. Près de 2,7 millions de Brésiliens retombent dans la misère, et 3,6 millions dans la pauvreté (Salama, 2016 ; Singer, 2018).

Anticipant avec crainte une baisse des taux de profit, les milieux économiques et financiers pressent alors la présidente d'adopter une politique de rigueur, ainsi que des réformes structurelles de fond. Au lendemain de sa réélection (octobre 2014), après avoir mené une campagne plutôt à gauche, elle cède finalement à leurs exigences. Mais ce virage libéral et vers plus d'austérité ne fait qu'aggraver les effets de la crise qui efface les gains économiques engrangés durant la décennie précédente. Loin d'apaiser le monde des affaires, il lui aliène aussi une bonne partie des classes moyennes et des catégories sociales les plus affectées, alimente un fort sentiment de trahison à gauche, y compris au sein du Parti des travailleurs (PT) et mine sa crédibilité (*ibid.*). C'est dans ce climat tendu qu'éclate l'affaire dite du *Lava Jato* qui finira par donner le coup de grâce au gouvernement de Dilma Rousseff.

En mars 2014, alors que le Brésil s'enfoncé dans l'une des pires crises économiques de son histoire, une banale enquête policière

portant sur une affaire de blanchiment d'argent visant une entreprise de *carwash* (*Lava Jato*) met au jour un immense schéma de versement de pots-de-vin et de financement illégal des partis. À mesure que l'enquête progresse, la population découvre, abasourdie, l'ampleur des fonds détournés (plusieurs milliards de reais) et la longue liste des personnalités impliquées : cadres dirigeants de l'entreprise publique Petrobras et de la multinationale brésilienne du BTP, Odebrecht, hauts fonctionnaires, parlementaires et sénateurs, etc.

Même si l'affaire touche la plupart des partis politiques, qu'ils fassent partie ou non de la coalition gouvernementale, la presse se déchaîne tout particulièrement sur le PT, Dilma Rousseff et l'ex-président. Et nourrit, non sans dessein, le ressentiment d'une partie toujours plus grande de la population brésilienne vis-à-vis du Parti des travailleurs et de ses figures de proue (Singer, 2018 ; Anderson, 2018).

Dans un contexte marqué par une insécurité croissante générée non seulement par la crise économique, mais aussi par l'explosion de la criminalité (63 000 homicides par an en 2017), ce ressentiment va être exploité par les élites, une partie du monde judiciaire, l'opposition de droite et les milieux conservateurs pour mettre à bas le gouvernement « pétiste » (du PT). Il va aussi participer à l'émergence, la montée en puissance et l'articulation de nouvelles droites militantes, bien décidées à remettre en question l'héritage du lulisme. Convergeant dans leur commune détestation du projet égalitaire de la gauche, leurs activistes, venus d'horizons différents, formeront, plus tard, le gros des bataillons de la mouvance bolsonariste (Delcourt, 2015 ; 2018 ; Solano et col., 2018).

### **La « droitisation » de la rue**

---

Entre 2014 et 2016, le pays connaît un nouveau cycle de mobilisations. À l'appel d'une série de collectifs récemment formés (Movimento Brasil Livre, Revoltados OnLine, Vem para Rua, etc.), des centaines de milliers de personnes, vêtus de la vareuse jaune-vert de l'équipe nationale de football, défilent dans les rues des grandes villes du sud-est du pays contre la corruption et le gouvernement de Dilma Rousseff.

Aux antipodes de l'image qui est alors donnée par les médias nationaux et internationaux, à savoir celle du réveil démocratique et citoyen de tout un peuple, unanime dans sa volonté de débarrasser

le pays du PT et de la corruption, le mouvement mobilise essentiellement les couches moyennes et hautes de la société brésilienne. Les enquêtes réalisées dans la foulée de ces manifestations sont sur ce point sans équivoque. Le profil type du manifestant est un homme blanc, âgé d'une quarantaine d'années, ayant un niveau de formation supérieur et disposant de revenus bien plus élevés que la moyenne nationale (Solano et col., 2018 ; Natason, 2018)

Les revendications tranchent aussi avec celles qui s'étaient exprimées durant les journées de juin 2013. Il n'est plus question d'exiger de meilleurs services publics. Les demandes ont une coloration nettement plus conservatrice. Les mots d'ordre contre la corruption, la gestion pétiste et pour l'impeachment de Dilma Rousseff côtoient les banderoles et les calicots qui fustigent les politiques sociales et le poids de l'impôt, blâment les populations pauvres du Nordeste, accusées de former un électorat captif au service du PT, dénoncent les théories du genre et l'influence culturelle du marxisme sur les institutions, voire réclament une intervention militaire pour contrer une supposée menace communiste. À bien des égards, les mobilisations rappellent les « Marches de la famille avec Dieu pour la liberté » qui avaient précédé et précipité le coup d'État de 1964 (Delcourt, 2015 ; 2018).

Certes, les partisans de l'option militaire ne représentent encore qu'une petite fraction des manifestants anticorruption et *pro-impeachment*. Mais, leur présence et les nombreuses références à la lutte contre le communisme n'en témoignent pas moins d'une radicalisation à droite de la protestation. Comme le note en effet Maud Chirio, les « *slogans anticommunistes des manifestations de 2015-2016, qui semblent ressuscités d'un autre temps, ne sont ni des excès de langage, ni des associations ponctuelles, mais bien le signe de l'appropriation par une grande partie de la classe moyenne brésilienne d'un discours auparavant cantonné à des franges totalement marginales de la droite intellectuelle et politique : le communisme n'aurait pas quitté les terres latino-américaines à la fin de la guerre froide. Il aurait pris la forme d'un travail de sape idéologique et culturel, par le biais des arts, des médias, des universités, des écoles, dans le sens d'une imprégnation marxiste, communautaire et antichrétienne* » (2019).

Dans la foulée de ces manifestations, le vieux fond anticommuniste a ainsi été réarmé et réactualisé. Et il se pare désormais des oripeaux de l'antipétisme, devenu le principal trait d'union d'un

mouvement composite et sans structure apparente. Une sorte de Tea Party tropical, mêlant jeunes hipsters libertariens, entrepreneurs et cadres supérieurs, représentants des forces de l'ordre et partisans du port d'armes, militants de groupuscules d'extrême droite, évangéliques, activistes anti-avortement et anti-impôts, nostalgiques de la dictature militaire, intellectuels conservateurs et figures du *show-biz* (Delcourt 2015, 2018 ; Solano et col, 2018).

Reste que les considérations idéologiques, politiques et religieuses ne motivent pas seules la participation à cette révolte à rebours. Celle-ci exprimait aussi l'indisposition croissante des couches moyennes et de l'élite par rapport aux politiques inclusives et égalitaristes mises en place par le PT et à leurs effets sociétaux. Le système des quotas adopté par le Parti des travailleurs pour favoriser l'accès à l'université des populations afrodescendantes ou indigènes, les droits sociaux accordés par Dilma Rousseff aux employé-es domestiques ou encore la présence de plus en plus (re)marquée de la « populace » dans les lieux autrefois réservés à l'élite (centres commerciaux, aéroports, etc.) étaient en effet vécus par elles comme une perte de privilèges associés à leur statut et comme une dissolution des règles implicites de mise à distance sociale. Une distorsion des hiérarchies inacceptables pour une bonne partie des couches aisées de la population mobilisée derrière la bannière de l'antipétisme (Brum, 2019 ; Marques, 2019).

### **La rupture du pacte démocratique**

Si Dilma Rousseff remporte de justesse les élections d'octobre 2014, son second mandat débute donc sous de mauvais auspices. Contestée par l'opposition qui revendique la victoire, haïe par la droite politique, les milieux conservateurs et le monde des affaires, attaquée sans relâche par la presse, abandonnée par nombre de ses alliés, critiquée dans son propre camp et même dans le collimateur de la justice, à l'instar de Lula bientôt placé en garde à vue (mars 2016) après une opération spectacle mise en scène par le juge Moro, sa situation est très vite devenue intenable. Pour les élites et les oligarchies brésiliennes, la revanche se trouve désormais à portée de main (Anderson, 2018 ; Singer, 2018).

Fin 2015, le sort de la présidente est scellé. L'avancée de l'enquête *Lava Jato* provoque un « sauve-qui-peut » général dans le monde politique. Mis lui aussi sur la sellette, son principal partenaire

dans la coalition, le PMDB<sup>3</sup>, rompt derechef l'alliance électorale qui le liait au PT. Motivée par le souci de « *mettre fin à l'hémorragie* » et d'éviter un « *bain de sang* » politique, cette rupture permet l'ouverture du procès en destitution de Dilma Rousseff. Accusée opportunément d'avoir dissimulé l'importance des déficits publics, pratique somme toute courante au Brésil, elle doit répondre du « *crime de responsabilité* » devant le Congrès, sans doute le plus à droite depuis le retour de la démocratie.

Après les élections d'octobre 2014, les trois grands groupes parlementaires conservateurs – propriétaires terriens et défenseurs de l'agrobusiness (*bancada do Boi*, « bœuf »), évangéliques (*bancada da Bíblia*, « bible ») et représentants des forces de police, sociétés de gardiennage et du lobby des armes à feu (*bancada da Bala*, « balle »), connus sous l'appellation générique des « trois B » – y avaient tous renforcé leur présence (Enders, 2016 ; Delcourt, 2018 ; Anderson, 2019 ; Singer, 2018).

Autant dire que l'issue du procès ne fait aucun doute. La république brésilienne court droit vers son implosion. Le 17 avril 2016, après une séance de dédicaces hallucinante, retransmise en direct par les télévisions du pays, une écrasante majorité de parlementaires se prononce en faveur de l'impeachment de la présidente. Le modèle de compromis qui avait fait le succès du lulisme et consolidé la démocratie dans le pays s'effondre (Enders, 2016 ; Singer, 2018).

Comme le prévoit la Constitution, le vice-président Michel Temer (PMDB) prend les commandes du pays. Et l'engage, sans mandat électoral, dans un train de réformes sans précédent depuis le retour de la démocratie, avec le soutien de l'opposition et des principales composantes conservatrices au sein du Congrès : plafonnement des dépenses publiques pour une durée de vingt ans, révision du code du travail et des retraites, privatisations, coupes budgétaires dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et les programmes sociaux, etc. L'addition pour les catégories populaires est salée.

---

3. Parti du mouvement démocratique brésilien. De quasi toutes les coalitions gouvernementales depuis le retour de la démocratie, le PMDB (renommé MDB en 2017) est la formation la plus représentative du « physiologisme » qui caractérise le système politique brésilien. L'expression renvoie aux nombreux partis « attrape-tout » (dit « physiologiques »), sans idéologie (même s'ils penchent à droite), qui peuplent les assemblées parlementaires brésiliennes, et dont l'unique but est de se rapprocher du pouvoir pour s'assurer prébendes et dividendes politiques.

Rapidement, le gouvernement de Michel Temer atteint un niveau d'impopularité record. Rattrapé lui aussi par plusieurs affaires de corruption, il nourrit la rancœur de la population envers les institutions et les partis politiques. En précipitant l'effondrement des droites traditionnelles, il va offrir un boulevard à l'extrême droite brésilienne. Longtemps marginalisée, elle parviendra à capitaliser avec succès la haine anti-institutionnelle et antipolitique qui s'est emparée d'une société épuisée par une crise économique, sécuritaire et politique interminable.

### **L'ascension de Jair Bolsonaro**

---

Jair Messias Bolsonaro n'est ni un outsider ni un novice en politique. En 1990, cet ex-capitaine parachutiste, né dans une famille d'origine germano-italienne appartenant à la classe moyenne inférieure de l'intérieur de l'État de São Paulo, fait son entrée au Congrès national, où il est systématiquement réélu grâce aux votes d'anciens compagnons d'armes. Parlementaire médiocre, piètre orateur, l'homme, alors député fédéral de Rio, n'a rien d'exceptionnel. Représentant typique du « bas clergé », comme l'on nomme au Brésil les députés fantômes, pantouflards et opportunistes, il n'aura été l'auteur que de deux lois insignifiantes en vingt-huit ans de carrière politique.

Personnage grotesque, vulgaire et sans relief, l'ex-capitaine s'illustre surtout par ses sorties à l'emporte-pièce (en faveur de la torture ou de l'élimination physique des délinquants) et ses propos agressifs envers les homosexuels, les indigènes, les femmes, les Afro-Brésiliens ou les « bandits de gauche ». Mais ses outrances répétées et fariboles l'ont longtemps cantonné à un rôle de bouffon ignoble et insignifiant, son seul auditoire se limitant aux franges les plus extrêmes de l'électorat de droite.

L'image du député d'extrême droite va pourtant changer du tout au tout dans la foulée des mobilisations pro-impeachment. Figure jusque-là relativement marginale du mouvement, il acquiert une visibilité et une notoriété soudaine pendant le vote de destitution de Dilma Rousseff, lorsque, devant les caméras, il dédie son vote « à *la mémoire du colonel Ustra* », tortionnaire de l'ancienne guérillera pendant la dictature militaire (1964-1985). Bénéficiant depuis d'une surexposition médiatique inattendue, il voit sa popularité s'envoler<sup>4</sup>.

---

4. Ex-animatrice de la populaire émission « *Custe o que custar* » (Quoi qu'il en coûte),

Et ses idées simplistes et ses propositions radicales, jusque-là marginales et inaudibles pour le plus grand nombre, percolent dans une société traumatisée par la violence, excédée par la multiplication des affaires, plongée dans le marasme économique et, surtout, préparée à les accueillir.

Entré en campagne, pour les élections présidentielles d'octobre 2018, sous la bannière d'un parti fantomatique (le Parti social libéral), Bolsonaro se présente alors comme le candidat de la « rupture », le sauveur d'une « nation » en danger. Ses violentes charges contre le PT, qu'il accuse d'avoir « brisé le pays », ses promesses d'en finir avec la corruption et la criminalité, de débarrasser les institutions, le secteur culturel, les organismes publics ou les universités de l'influence de la gauche, et ses appels à préserver la famille contre les « ravages » de la théorie du genre et du marxisme culturel lui valent bientôt le soutien de très larges secteurs.

Évangéliques, catholiques conservateurs, militaires, ruralistes (propriétaires terriens et acteurs de l'agrobusiness), personnel des secteurs de la sécurité appuient sa candidature. Et, une bonne partie des classes moyennes blanches du Sud – et même des couches populaires – finissent par s'identifier à l'ex-capitaine dont elles partagent en grande partie les frustrations.

Bolsonaro est devenu le trait d'union entre ces milieux, le candidat synthèse, l'expression concrète d'une haine diffuse. Comme le note Natason, cet « *obscur député fédéral qui jusqu'à il y a peu se contentait de représenter les intérêts des militaires, s'est fait l'interprète d'un ensemble de tendances qui lui préexistaient, les a exploitées avec habileté, et les a converties en un programme, une série de symboles (tel son slogan "Brésil au-dessus de tout/Dieu au-dessus de tous") et une candidature. Il nous faut insister sur ce point : "Bolsonaro est la conséquence – plus que la cause – du drame qui se joue au Brésil"* » (2018).

C'est qu'à la veille des élections présidentielles d'octobre, les jeux sont loin d'être faits pour le candidat d'extrême droite en dépit

---

l'actrice et journaliste Monica Izzi regrettera d'ailleurs amèrement d'avoir contribué à asseoir sa popularité : « *Nous avons joué un rôle central [dans son succès]. Je le regrette... ce n'est pas ce que nous cherchions. C'était un type si ignorant, si pathétique, sans la moindre compétence, et véhiculant des valeurs morales si délirantes... Pour nous, le type était tellement bizarre que ça lui donnait un côté burlesque. On n'aurait jamais imaginé que tant de personnes s'identifieraient à un personnage aussi vil* » (cité dans Delcourt, 2019).



de la large coalition de forces qui s'est agglutinée derrière lui. En août 2018, les sondages ne lui donnent encore que 19% des intentions de votes, soit deux fois moins que Lula (39%), incarcéré quelques mois plus tôt sur décision du juge Moro. À ce moment, le PT, qui a choisi le populaire ex-président pour le représenter, espère toujours que le Tribunal supérieur électoral (TSE) l'autorise à disputer les élections. Erreur stratégique majeure! Début septembre, la décision du TSE tombe. Lula doit se retirer de la course, obligeant le PT à lui trouver un remplaçant un mois avant le premier tour. C'est le premier point de bascule. Inévitablement, l'exclusion de Lula et son remplacement par Fernando Hadad, beaucoup moins connu et contraint à une campagne improvisée, se traduit par un report d'une partie du vote populaire en faveur de Bolsonaro.

La tentative d'assassinat par un illuminé dont le candidat d'extrême droite est la cible quelques jours plus tard, le 6 septembre 2018, à un mois du premier tour des élections présidentielles, est le second point de bascule. D'une part, parce que l'événement permet à Bolsonaro, hospitalisé, de se retrancher derrière son état de santé pour échapper aux débats électoraux et éviter ainsi d'exposer son insigne incompétence. D'autre part, parce qu'il contribue à asseoir sa popularité. En particulier chez les évangéliques tentés de voir dans l'événement le signe de la providence divine. Une épreuve imposée à celui que Dieu a désigné pour représenter la nation et préserver son identité chrétienne.

Dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle, la machine de propagande pro-Bolsonaro fonctionnera ensuite à plein régime pour imposer cette image auprès de l'électorat populaire. Des prières en faveur du candidat d'extrême droite sont organisées dans les temples. Record, deuxième média du pays et propriété du fondateur de l'Église universelle du royaume de Dieu<sup>5</sup>, lui donne une couverture exclusive. Les groupes Whatsapp ou Facebook de nombreuses églises évangéliques se transforment en instrument de marketing électoral, tandis que les réseaux d'extrême droite, et la propre équipe de communication de Bolsonaro, organisent une campagne massive de désinformation, en disséminant sur les réseaux sociaux des milliers de *fake news* destinées à diaboliser l'adversaire. Financée en partie par un groupe d'hommes d'affaires

---

5. Principale Église néo-pentecôtiste du pays, fondée et dirigée par le pasteur et homme d'affaires Edir Macedo.

bolsonaristes, cette stratégie de diffusion et de mobilisation de l'opinion publique porte ses fruits. Entre les deux tours, Bolsonaro s'envole dans les sondages (Chirio, 2019 ; Chagas-Bastos, 2019).

Dans la foulée, l'effondrement des droites traditionnelles, qui ne parviennent pas à imposer leur candidat au second tour, lui permet de s'assurer l'appui des élites industrielles et financières, séduites par les propositions ultralibérales de Paulo Guedes, ex-*Chicago boy* ayant fait ses armes dans le Chili de Pinochet, choisi par Bolsonaro pour diriger sa future politique économique. À la veille du second tour des élections, toutes les conditions sont réunies pour assurer sa victoire face à Hadad. Le 28 octobre 2018, après une campagne improvisée et sans réelles propositions concrètes de gestion, Bolsonaro remporte haut la main les élections présidentielles : près de 58 millions de Brésiliens (55,13 % des suffrages exprimés) l'ont désigné pour présider aux destinées du pays.

### **L'extrême droite au pouvoir : le Brésil à l'heure du « néolibéralisme autoritaire »**

---

Le gouvernement qui se met en place en janvier 2019 reflète les diverses sensibilités des forces coalisées qui ont appuyé la candidature de Bolsonaro. Ruralistes (ministère de l'agriculture et de l'environnement), évangéliques (nouveau ministère de la femme, de la famille et des droits de l'homme) et « olavistes<sup>6</sup> » (affaires étrangères et éducation) y sont bien entendu représentés.

Mais ce sont surtout les militaires qui y tiennent le haut du pavé. Ils se voient d'emblée confier la vice-présidence (occupée par l'ex-général Hamilton Mourão) et six des ministères réputés les plus stratégiques : sécurité institutionnelle, secrétariat général de la présidence, infrastructures, défense, mines et énergie, sciences et technologies. Socle d'un gouvernement, très vite travaillé par les forces centrifuges qui le composent, ils assureront sa cohésion. Avec l'ex-juge Moro propulsé à la tête du ministère de la justice et de Paulo Guedes nommé à la tête du « super-ministère » de l'économie, ils deviendront aussi les principaux maîtres d'œuvre du projet gouvernemental bolsonariste. Ensemble, ils dessineront

---

6. Disciples d'Olavo de Carvalho. Gourou de l'extrême droite brésilienne et mentor de Jair Bolsonaro, cet astrologue et essayiste, installé aux États-Unis, s'est surtout fait connaître par ses pamphlets dénonçant l'emprise du « marxisme culturel » dans le monde universitaire (voir Calil, 2020).

les contours d'un nouveau modèle de « *néolibéralisme autoritaire* », puisant dans la tradition du capitalisme hiérarchique et autoritaire brésilien (Stefanoni, 2018 ; Safatle, 2019).

Sous la houlette de Paulo Guedes, le gouvernement poursuit et approfondit les réformes macroéconomiques amorcées par Temer. Au programme, réforme des retraites accordant un statut spécial aux militaires, flexibilisation du Code du travail, dérégulation à tout-va, privatisations massives, levée des barrières à l'investissement, diminution d'impôts pour les entreprises, remises de dettes pour le secteur privé, et réduction drastique des dépenses publiques.

Les financements destinés à l'université, à la santé, à la culture et aux politiques sociales sont rabotés. Des programmes sont gelés, supprimés ou vidés de leur substance. Et de nombreux organismes publics sont mis en veilleuse ou privés de leurs moyens d'action<sup>7</sup>. Les aides publiques aux secteurs les plus vulnérables de la société brésilienne sont particulièrement visées par ces coupes... non sans arrière-pensée. Dans le Nordeste, l'une des deux régions les plus pauvres du pays et bastion électoral du PT, des dizaines de milliers de familles perdent leur droit à l'allocation sociale « *bolsa família* », y compris en pleine pandémie (*Journal GGN*, 20 mars 2020).

Un seul domaine échappe à ces réductions budgétaires : les politiques de sécurité. Entre 2018 et 2019, les dépenses publiques liées aux secteurs de la défense et de la sécurité enregistrent une croissance réelle de 21,1 % en un an, contre - 1 % pour la santé et - 16 % pour l'éducation (*Terra*, 31 janvier 2020). Avec la libéralisation du port d'arme et le « paquet anti-crime », proposé par le ministre Moro, qui donne implicitement aux forces de l'ordre un « droit de tuer », cette augmentation de près de 4,5 milliards de reais (un milliard d'euros environ) du budget consacré à la défense et à la sécurité manifeste bien le tournant sécuritaire promis par Bolsonaro durant sa campagne et amorcé aussitôt par son gouvernement. Au prétexte de lutter contre la grande criminalité, le renforcement de l'appareil répressif et policier doit concrétiser son projet de militarisation de l'espace public et de gestion autoritaire du risque social.

Mais le gouvernement entend également soumettre les politiques environnementales aux intérêts économiques de l'agro-industrie et géostratégiques des forces armées. Menacé d'extinction durant la campagne, le ministère de l'environnement est finalement

---

7. Lire la contribution de Rosa Maria Marques dans cet ouvrage.

maintenu, mais ses principales prérogatives (lutte contre la déforestation par exemple) sont transférées au ministère de l'agriculture dirigé par une représentante de l'agrobusiness. Placés sous la tutelle des militaires, les deux organismes publics dédiés à la protection de l'environnement et à la préservation de la biodiversité, l'Ibama et l'ICMbio, se voient privés de leur pouvoir de sanction, tandis qu'une partie de leur direction et de leur personnel est limogée sans autre forme de procès. Quant au département en charge de la lutte contre le changement climatique, il est tout simplement supprimé, en écho aux promesses du président de retirer le Brésil des accords de Paris (Fearnside et Ferrante, 2019).

Parallèlement, les mécanismes légaux de protection de l'environnement et des peuples indigènes sont détricotés. Le processus de démarcation des territoires indigènes est mis à l'arrêt. L'usage de pesticides autrefois prohibés est légalisé. Les restrictions à la chasse aux animaux sauvages sont abolies. Et le gouvernement s'emploie désormais à lever les barrières qui obligent les producteurs à préserver une partie de la végétation native et interdisent les activités agricoles, forestières ou minières dans les aires protégées et les territoires indigènes.

Cynique, il va même jusqu'à encourager l'invasion illégale de ces terres. Sinon, l'usage de la force publique ou privée contre tous ceux qui s'opposent à son projet économique destructeur : défenseurs de l'environnement, représentants des peuples indigènes et des communautés afrodescendantes (*quilombos*), militants de la réforme agraire, etc., lesquels sont accusés sans relâche par les militaires et les militants bolsonaristes de comploter contre les intérêts du pays, de saboter son développement économique et de mettre à mal son intégrité territoriale en servant les visées des institutions onusiennes, des grandes ONG internationales et de puissances étrangères (Fearnside et Ferrante, 2019 ; Le Tourneau, 2019).

Cette vision paranoïaque du monde oriente également la politique étrangère du pays. L'alignement de la politique extérieure brésilienne sur celle des États-Unis de Trump ou encore son retrait des mécanismes onusiens de lutte contre le changement climatique, sans bénéfice apparent pour le pays, qui ne peut être comprise qu'à travers le prisme de l'offensive lancée par l'extrême droite brésilienne contre l'héritage « progressiste » des Lumières et

## Alternatives Sud

- Vol. XIV (2007) 3 : Coalitions d'États du Sud
- Vol. XIV (2007) 4 : État des résistances dans le Sud, 2008
- Vol. XV (2008) 1 : Territoires, mondialisation et développement
- Vol. XV (2008) 2 : L'aide européenne
- Vol. XV (2008) 3 : Déforestation
- Vol. XV (2008) 4 : État des résistances dans le Sud, 2009
- Vol. XVI (2009) 1 : Contre le travail des enfants ?
- Vol. XVI (2009) 2 : Retour de l'État. Pour quelles politiques sociales ?
- Vol. XVI (2009) 3 : La Bolivie d'Evo
- Vol. XVI (2009) 4 : État des résistances dans le Sud. Monde arabe
- Vol. XVII (2010) 1 : Le Brésil de Lula. Un bilan contrasté
- Vol. XVII (2010) 2 : Racisme : entre exclusion sociale et peur identitaire
- Vol. XVII (2010) 3 : Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes
- Vol. XVII (2010) 4 : État des résistances dans le Sud. Afrique
- Vol. XVIII (2011) 1 : Agrocarburants : impacts au Sud ?
- Vol. XVIII (2011) 2 : La Chine en Afrique : menace ou opportunité pour le développement ?
- Vol. XVIII (2011) 3 : L'Inde : une modernité controversée
- Vol. XVIII (2011) 4 : État des résistances en Amérique latine
- Vol. XIX (2012) 1 : (Re-)construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence
- Vol. XIX (2012) 2 : Le « printemps arabe » : un premier bilan
- Vol. XIX (2012) 3 : Emprise et empreinte de l'agrobusiness
- Vol. XIX (2012) 4 : État des résistances en Asie
- Vol. XX (2013) 1 : Économie verte. Marchandiser la planète pour la sauver ?
- Vol. XX (2013) 2 : Industries minières : extraire à tout prix ?
- Vol. XX (2013) 3 : Narcotrafic. La « guerre aux drogues » en question
- Vol. XX (2013) 4 : État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans
- Vol. XXI (2014) 1 : Protection sociale au Sud
- Vol. XXI (2014) 2 : Zapatisme : la rébellion qui dure
- Vol. XXI (2014) 3 : Agroécologie : Enjeux et perspectives
- Vol. XXI (2014) 4 : Lutttes syndicales : État des résistances dans le Sud
- Vol. XXII (2015) 1 : Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?
- Vol. XXII (2015) 2 : L'économie sociale et solidaire, levier de changement ?
- Vol. XXII (2015) 3 : L'aggravation des inégalités
- Vol. XXII (2015) 4 : État des résistances dans le Sud : Mouvements de femmes
- Vol. XXIII (2016) 1 : Sport et mondialisation
- Vol. XXIII (2016) 2 : Obsolète, le clivage Nord-Sud ?
- Vol. XXIII (2016) 3 : Changer le modèle ?
- Vol. XXIII (2016) 4 : État des résistances dans le Sud : Afrique
- Vol. XXIV (2017) 1 : Entre terre et mer. Quel avenir pour la pêche ?
- Vol. XXIV (2017) 2 : ONG : Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?
- Vol. XXIV (2017) 3 : Accords de libre-échange
- Vol. XXIV (2017) 4 : État des résistances dans le Sud : Amérique latine
- Vol. XXV (2018) 1 : Droites militantes et mobilisations réactionnaires
- Vol. XXV (2018) 2 : De l'usage du genre
- Vol. XXV (2018) 3 : La domination touristique
- Vol. XXV (2018) 4 : Moyen-Orient et Afrique du Nord
- Vol. XXVI (2019) 1 : Quelle justice fiscale pour le Sud ?
- Vol. XXVI (2019) 2 : Quêtes d'industrialisation au Sud
- Vol. XXVI (2019) 3 : Les nouveaux territoires de l'agrobusiness
- Vol. XXVI (2019) 4 : Asie : des pouvoirs et des luttes
- Vol. XXVII (2020) 1 : Impasses numériques

